RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES MARCHÉS ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

7 avril 2014

Faits saillants

- La République centrafricaine est en proie à des troubles civils et à une insécurité sans précédent, qui perturbent gravement l'activité économique et ont des effets dévastateurs sur les moyens de subsistance.
- En 2013, le produit intérieur brut était en baisse de 28,3 pour cent par rapport à 2012, tandis que le secteur agricole accusait une contraction de 36,9 pour cent.
- Les importations en provenance des pays voisins ont reculé de 25,7 pour cent en 2013 et la circulation des denrées alimentaires produites localement des zones excédentaires aux zones déficitaires a été très limitée.
- Le départ des entrepreneurs musulmans qui géraient la plupart des activités de commerce et de transport a eu une incidence très négative sur les disponibilités de produits alimentaires. L'activité dans les secteurs du commerce et du transport est actuellement infime par rapport aux niveaux d'avant la crise.
- Les prix de la plupart des produits agricoles sont actuellement inférieurs aux niveaux d'avant la crise en raison de l'atonie de la demande locale, qui neutralise plus que largement la forte diminution des disponibilités. En revanche, les prix de la viande et du poisson sont bien supérieurs aux niveaux enregistrés début 2013.
- La période de soudure de 2014 a démarré avec au moins deux mois d'avance, mettant encore plus à mal les mécanismes de survie des groupes vulnérables. On observe de graves difficultés d'accès à la nourriture, avec une bien moindre diversité du régime alimentaire et un apport en protéines animales en très nette baisse. De ce fait, la situation nutritionnelle et sanitaire est très préoccupante et pourrait avoir des conséquences à long terme, en particulier pour les enfants.
- En ce qui concerne la campagne agricole 2014, qui débute en mars/avril, les perspectives sont sombres en raison du degré d'insécurité et de la pénurie d'intrants agricoles.
- Une intervention humanitaire d'urgence de niveau 3 a été lancée à l'échelle du système le 11 décembre 2013, avec pour objectif immédiat de sauver des vies et de préserver les moyens de subsistance.
- Environ 1,25 million de personnes, directement touchées par le conflit, reçoivent une aide alimentaire de huit mois (janvier-août 2014). Toutefois, en mars 2014, un tiers seulement des fonds nécessaires avaient été mobilisés, d'où des paniers alimentaires incomplets et des distributions de demi-rations. Globalement, on estime à 1,6 million les personnes nécessitant une aide alimentaire d'urgence.
- Le démarrage de la saison des pluies devrait perturber le réseau de transport routier déjà inadapté, ce qui limite les possibilités d'interventions humanitaires. Le pré-positionnement des intrants agricoles et des stocks de vivres devient par ailleurs très difficile.
- Tout indique que l'intervention humanitaire sera longue et coûteuse et devra couvrir les 18 prochains mois au moins, en particulier si la campagne agricole en cours est infructueuse.
- Une intervention multisectorielle est nécessaire pour rétablir les moyens de subsistance en créant une demande effective grâce à des liquidités (transferts en espèces) tout en investissant dans le capital humain, en particulier les femmes, afin d'améliorer la production agricole, l'accès au commerce et aux marchés, la nutrition infantile, la santé et l'éducation. La revitalisation de l'épargne et des emprunts communautaires (tontines) par le biais de transferts en espèces, par exemple pour la multiplication de semences de qualité, contribuerait considérablement à reconstruire les économies locales.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME

PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

I3714F/1/03.14

VUE D'ENSEMBLE

Depuis l'accession de la République centrafricaine à l'indépendance en 1960, l'insécurité civile est une menace constante pour la stabilité politique et le développement économique du pays. Les résultats économiques de la République centrafricaine ont souvent été médiocres, en dépit de vastes disponibilités de terres arables, de forêts denses, d'or et de diamants, souvent en raison de l'instabilité politique due à une mauvaise gouvernance, à des coups d'État successifs et à la présence d'activistes étrangers, en particulier dans le nord-est. En 2012, la République centrafricaine était classée au 180e rang sur 187 sur l'indice de développement humain.

La République centrafricaine connaît une crise sans précédent tant par son ampleur que par son intensité, après la chute du régime précédent en décembre 2012 et la prise du pouvoir par la coalition rebelle Séléka en mars 2013. Le pays est passé d'une crise prolongée, caractérisée par un sous-développement chronique et des urgences localisées à une situation d'urgence aigüe et complexe qui touche l'ensemble de la population. En décembre 2013, Bangui[1] et plusieurs provinces un peu partout dans le pays, principalement celles d'Ouham et d'Ouham Pende au nord-est, ont connu des violences et un chaos sans précédent qui ont aggravé la situation. Aujourd'hui, la République centrafricaine est au bord de l'effondrement économique et social, avec de graves répercussions au niveau national et peut-être régional.

Pour mieux comprendre la situation de la sécurité alimentaire actuelle, une mission FAO/PAM s'est rendue dans le pays du 3 au 11 mars 2014. Elle avait pour objectif d'évaluer l'incidence de l'ensemble des perturbations économiques sur le secteur alimentaire. Plus particulièrement, la mission s'est concentrée sur les questions suivantes : l'impact de la crise sur les disponibilités vivrières commerciales (l'offre); le pouvoir d'achat de la population, en particulier parmi les groupes qui n'ont pas accès à l'aide alimentaire (la demande) ; et les mesures d'atténuation que pourrait prendre la communauté internationale à court et moyen termes.

Avant la mission, les dernières données disponibles, tant qualitatives que quantitatives, ont été analysées. Dans le pays, des rencontres ont été organisées avec des groupes de discussion et des informateurs clés représentant les parties prenantes nationales et internationales à Bangui. Parmi ces participants figuraient les populations déplacées dans les camps et les centres de transit, des ONG, des entrepreneurs (importateurs/exportateurs, transporteurs, négociants en gros et au détail), des institutions multilatérales, des donateurs, des représentants de la société civile et des fonctionnaires des services compétents.

[1] En l'espace d'un mois, environ 1 000 personnes ont été tuées, plus de 300 000 déplacées et près de 2 000 bâtiments et infrastructures ont été détruits.

Déni

Le présent rapport a été établi par Alessandro Costantino pour la FAO et Arif Husain pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. Les renseignements figurant dans le présent rapport ne doivent pas être considérés comme représentant l'exposé du point de vue du gouvernement intéressé. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, SMIAR
Division du commerce international et des marchés
EST/FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giews1@fao.org

Arif Husain
Économiste en chef, OSS
Bureau de la planification stratégique
OSS/PAM
Télécopie: 0039-06-6513-2809
Mél: Arif.Husain@wfp.org

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante : ***mailserv@mailserv.fao.org*** *sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après :*

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message :

unsubscribe SMIARAlertes-L

Veuillez noter qu'il est maintenant possible de souscrire à des listes de distribution régionales pour recevoir les alertes spéciales et les rapports spéciaux de certaines régions uniquement : Afrique, Asie, Europe ou Amérique latine (SMIARAlertesAfrique-L, SMIARAlertesAsie-L, SMIARAlertesEurope-L et SMIARAlertesAL-L). Pour souscrire à ces listes, veuillez procéder de la même façon que pour la liste de distribution au niveau mondial.

© FAO 2014

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction ou d'adaptation, à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.